

Erhel Hydriss : 48 salariés dans l'attente

Une véritable descente aux enfers. À écouter les représentants syndicaux de l'entreprise Erhel Hydriss, à Dijon, le rachat de cette dernière en 2001 par la société Fimopart a été le point de départ de l'explosion de l'activité ainsi que de la masse salariale.

Les 48 salariés de l'entreprise dijonnaise, qui fabrique et vend des hayons élévateurs pour les camions, ont appris il y a quelques jours que Erhel Hydriss était en état de cessation de paiement.

Aujourd'hui, les représentants du comité d'entreprise sont au tribunal de commerce de Nanterre pour savoir si leur société va pouvoir continuer son activité sous conditions ou bien être mise en liquidation judiciaire.

L'hypothèse d'une reprise semble peu probable. Au-delà de la crainte de voir leur

« Toutes les collectivités locales se sont fait endormir par Fimopart. »

Manuel Diestré,
délégué syndical

entreprise disparaître, c'est un gros sentiment de gâchis qui prédomine chez les salariés de Erhel Hydriss.

« Depuis 2001, Fimopart n'a réalisé aucun investissement, contrairement à ce qu'elle avait promis. Les premiers licenciements sont arrivés en 2005, tandis qu'en 2006, les bâtiments ont été vendus, l'entreprise n'est plus que locataire depuis », raconte Manuel Diestré, délégué syndical FO.

« On a été spolié. L'entreprise avait les qualités pour

être viable, elle a été ni plus ni moins démantelée par Fimopart », ajoute un autre salarié.

Enquête en cours

Une plainte a été déposée en 2007 pour abus de biens sociaux, l'enquête est aujourd'hui toujours en cours.

La situation est telle que le téléphone sonne dans le vide, ou presque, la standardiste ayant été licenciée. Les toilettes de l'entreprise n'ont pas été nettoyées pendant trois semaines, avant qu'une société extérieure ne soit chargée de cette tâche.

« Le directeur, parachuté ici il y a deux ans, nous dit de lui faire confiance, alors qu'il a récemment prétendu ignorer la date du passage au tribunal », lance un salarié. Le directeur du site, contacté hier, a refusé de s'exprimer.

NICOLAS ROUILLARD

Les salariées dijonnaises de Marionnaud sont inquiètes. Si les employées des quatre magasins que compte l'agglomération dijonnaise, trop peu nombreuses, n'ont pas manifesté hier matin comme leurs collègues de Paris, Rennes ou Grenoble, contre le plan de licenciements envisagé par leur employeur, leur inquiétude est réelle : le vendeur de parfums a annoncé

mi-juin la de ses effe tenant sor magasins. raient su groupe qui lariés en F tant, des n syndicats e mesures d' sont en cou FO et CPE pelé à la gr

FUSIONS

La CGPME interpellé

Suite au rachat du laboratoire Solvay par le groupe américain Abbott, la CGPME s'interroge sur les financements publics dont a d'abord bénéficié le laboratoire Fournier, lorsqu'il reçut des aides du conseil régional, du conseil général et du Grand Dijon : « Deux millions au profit de la recherche Fournier, très appréciés par le repreneur Solvay et permettant la première

véritable pa dustrie dijor sité, qui avait programme cifique. » To est félicité à pellic la CG. seulement c sera pas vain à cette occ considératio locales qui r mais de telle